

**Celles qui ne migrent pas : choix ou contrainte ?  
Une autre facette de la migration de travail des jeunes filles au Mali**

Véronique Hertrich et Mélanie Jacquemin  
Ined, Paris, France

Proposition de communication, Sixième Conférence Africaine sur la Population,  
Ouagadougou, Décembre 2011, Séance 703 (*Migrations féminines*)

**Problématique**

Les migrations des adolescentes d'origine rurale qui partent temporairement en ville travailler comme « petites bonnes » constituent un phénomène répandu dans de nombreuses populations africaines. Que la pratique soit ancienne (comme souvent en Côte-d'Ivoire et au Sénégal), ou qu'elle se soit développée plus récemment (cas de différentes populations du Mali et du Burkina Faso), ses retombées dans les sociétés concernées sont considérables, à la fois dans les populations rurales d'origine et dans les milieux urbains, notamment les capitales où l'on enregistre bien souvent une surreprésentation numérique des adolescentes.

Dans des contextes de pénurie économique et de faible scolarisation, ces migrations juvéniles de travail ont souvent été abordées, pour les filles comme pour les garçons, comme un élément des stratégies familiales de lutte contre la pauvreté, basées sur la diversification des ressources ou permettant tout au moins d'externaliser les coûts alimentaires des jeunes. Plus généralement, loin d'être considérés comme des actrices, les jeunes migrantes ont souvent été considérées comme les victimes à la fois de conditions socio-économiques déplorables dans leur population d'origine, et d'un système d'exploitation de la main d'œuvre rurale en milieu urbain. Cependant, les recherches qui prennent aussi en considération le point de vue des intéressées elles-mêmes ont montré que ces migrations n'étaient pas toujours et pas seulement le résultat des seules décisions des adultes, et qu'elles pouvaient être revendiquées par les intéressées comme une forme d'apprentissage, un moyen d'améliorer leur statut au village grâce à l'acquisition de compétences et de faire-valoir personnels, et parfois comme un moyen d'échapper au contrôle social des aînés.

Qu'on les aborde sous l'angle d'une réponse à des impératifs économiques ou au contraire d'une émancipation par rapport aux cadres sociaux villageois, ces migrations deviennent une référence incontournable dans les populations où elles sont pratiquées par le plus grand nombre au point de devenir des marqueurs de la transition vers l'âge adulte. On peut alors parler d'une sorte d'injonction à la migration portée par le poids statistique de la pratique, et s'interroger sur la signification de la posture de la non-migrante.

C'est l'objet de cette communication, portant sur une population rurale du Mali où la migration de travail juvénile, d'abord réservée aux hommes, s'est progressivement étendue aux femmes à partir des années 1990. Nous proposons ainsi d'aborder la problématique migratoire « en creux », en mettant l'accent sur la minorité des jeunes filles qui ne migrent pas. Par là-même nous souhaitons contribuer, à partir de données empiriques, à la construction d'une problématique de la migration qui prenne en compte les différents rapports à la mobilité, y compris l'absence ou l'impossibilité de migration, et les significations auxquelles ils renvoient dans le jeu et le statut des acteurs. En d'autres termes, nous postulons que dans un contexte où la mobilité juvénile est devenue la norme, c'est bien davantage la non-migration que la migration qui s'affirme comme une pratique originale, que les individus ou leurs familles peuvent mobiliser pour se distinguer et investir dans d'autres registres de la pratique sociale. En analysant les motifs et les conditions de la non-migration des adolescentes dans un contexte où le départ en ville est devenu la norme, notre objectif est

aussi d'apporter un éclairage inédit sur les migrations juvéniles féminines de travail. Quand près de 80% des adolescentes d'une population rurale migrent pour travailler en ville, qu'est-ce qui distingue celles qui restent ? Comment comprendre leur expérience ? Est-ce une contrainte ou un choix ? Sont-elles exclues de la pratique, pour quelles raisons ? Représentent-elles au contraire de nouvelles pionnières, en somme celles qui innovent en défiant le modèle désormais dominant de migration pendant la jeunesse ?

### **Contexte**

La population étudiée se situe au Sud-Est du Mali, dans l'aire ethnique des Bwa (sing. boo), à 450 km environ de Bamako. Elle présente les traits caractéristiques des populations d'agriculteurs sahéliens, encore en marge d'un réel processus de développement socio-économique. L'économie y est dominée par l'agriculture, principalement vivrière, réalisée dans le cadre d'un mode de production familial. La fécondité s'y maintient à des niveaux élevés (8 enfants par femme).

Les années 1990 marquent un tournant à la fois au niveau national avec l'avènement de la démocratie (1991) et les programmes de décentralisation multisectorielle, et au niveau local avec l'ouverture des populations à des projets de développement. Ainsi la scolarisation prend de l'importance avec les écoles communautaires financées par les villageois particuliers (40% d'enfants envoyés à l'école dans les générations de la fin des années 1980 contre 15% auparavant). Les années 1990 se caractérisent également par une dislocation des cadres matrimoniaux et par la généralisation des migrations de travail – jusque là réservées aux hommes – chez les jeunes des deux sexes.

La mobilité des jeunes femmes bwa n'est pas un phénomène récent, en ce qu'elle est liée au système de virilocalité. Mais elle a connu un développement particulièrement important au sein des dernières générations, associé à l'essor des migrations de travail des jeunes femmes partant s'employer en ville (principalement dans la capitale, à Bamako) comme domestiques. Réalisées entre les âges de 10 et 20 ans, ces migrations ont pour objectif affiché de réunir un trousseau (ustensiles de cuisine et vêtements) avant le mariage, mais elles sont aussi revendiquées comme un moyen d'acquérir des connaissances (notamment linguistiques) et des compétences (savoir-faire culinaire, savoir être...) dans un contexte où l'offre d'éducation formelle est longtemps restée faible.

### **Données et méthodologie**

La communication s'appuiera sur des échanges croisés entre deux disciplines (démographie et sociologie) et sur des données quantitatives et qualitatives issues d'un système de collecte longitudinal mis en place depuis la fin des années 1980 avec une actualisation tous les 5 ans (projet SLAM – Suivi longitudinal au Mali, INED).

*Du point de vue quantitatif*, nous utiliserons principalement les données d'une enquête biographique, actualisée en 2009-10. Réalisée exhaustivement à l'échelle de deux villages (1750 hab. en 2009), cette enquête a recueilli les itinéraires génésiques, matrimoniaux, migratoires et religieux des résidents (femmes et hommes, tous âges) et d'une partie des émigrés. Nous l'utiliserons d'une part pour identifier les femmes qui n'ont pas réalisé de migrations de travail pendant leur jeunesse, alors qu'elles appartenaient à des générations où la pratique était devenue quasi-systématique, et d'autre part pour explorer les caractéristiques de ces femmes et les facteurs qui ont pu peser sur la non-migration. Outre des traitements statistiques classiques (principalement de statistique descriptive), nous appliquerons une démarche d'analyse socio-anthropologique à ces données, en examinant dans le détail les fiches biographiques des non-migrantes afin de voir si elles affichent des profils-types en termes de trajectoires individuelles.

*En termes de données qualitatives*, nous disposons également d'un corpus de 65 entretiens réalisés en 2002 auprès de femmes et d'hommes de différentes générations et portant sur le vécu des rapports entre sexes et entre générations aux différents âges de la vie. Bien qu'ils ne portent pas exclusivement sur la jeunesse, ces entretiens permettent d'aborder sous l'angle subjectif l'expérience de la migration et de la non-migration tel que perçue et ressentie par les personnes interrogées. Dans les entretiens réalisés auprès des enquêté-e-s plus âgé-e-s, le point de vue exprimé sur la migration de leurs enfants fournit un autre angle d'approche des conditions et facteurs de la non-migration juvénile.

### **Analyses et résultats attendus**

La première partie de la communication s'appuiera sur une analyse statistique comparative entre les caractéristiques des non-migrantes et des migrantes, au sein des générations (nées à partir de 1975) où la migration juvénile de travail est devenue majoritaire. L'objectif sera ici de repérer des traits partagés par ces jeunes femmes, qui les distingueraient des migrantes.

La deuxième partie approfondira l'analyse de ces caractéristiques en s'appuyant sur une lecture socio-anthropologique des biographies, des discours et du regard porté par les intéressées sur leur jeunesse. On cherchera en particulier à voir dans quelle mesure l'absence de migration juvénile a été vécue par les jeunes femmes comme une véritable option dans leur itinéraire, ou au contraire comme la résultante de contraintes sur place auxquelles elles n'ont pu se dérober. En d'autres termes, si on ne migre pas, est-ce parce qu'on n'a pas les moyens/la liberté de migrer, ou est-ce au contraire parce qu'on a les moyens/l'autonomie de rester sur place ? On se demandera aussi si la composition de la population des non-migrantes a évolué au cours du temps, avec peut-être l'émergence d'une minorité de jeunes femmes qui ont investi dans d'autres registres (en particulier l'école) pour vivre leur jeunesse et construire leur passage à l'âge adulte.

Parmi les éléments susceptibles de caractériser les non-migrantes, on s'intéressera notamment :

- à leur place dans l'environnement familial : est-ce que celles qui ne migrent pas sont celles qui ne peuvent pas partir parce qu'elles sont les seules filles présentes dans leur famille (ou les aînées de leur fratrie) et que leur main d'œuvre est requise au village ? (hypothèse de non-migration imposée)
- au niveau socio-économique de la famille : est-ce que les non-migrantes appartiennent à des familles ayant un niveau socio-économique plus élevé, leur permettant d'acquérir sur place les biens de consommation cherchés en ville ?
- à la prise de distance culturelle par rapport au modèle dominant : est-ce que les non-migrantes appartiennent à des familles qui s'inscrivent en rupture avec les cadres symboliques dominants au niveau du village (par exemple en terme de religion : protestant versus religion traditionnelle ?) Est-ce qu'il existe une pratique de « non-migration » systématique des jeunes filles dans certaines familles ?
- à l'engagement dans des projets de développement personnels, notamment en matière scolaire : les non-migrantes se recrutent-elles davantage parmi les filles qui sont (ou ont été) à l'école ? (hypothèse de non-migration choisie)
- à la mobilité avant l'adolescence : est-ce que le fait d'avoir vécu en ville (par exemple avec ses parents) suffirait à l'acquisition d'une « culture urbaine » qui dispenserait de la mobilité juvénile ? (hypothèse de non-migration choisie)
- à l'itinéraire matrimonial : est-ce que la non-migration est liée à un mariage précoce ? (hypothèse d'une non-migration imposée)